

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie agro-alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 26/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS LCA**

Le Moulin de Saint-Caradec  
22600 TREVE

Code AIOT : 0005500481

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SAS LCA implanté Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées ainsi que vérifier la mise en place d'actions correctives sur les anomalies constatées lors de l'inspection de 2022.

L'inspection de l'abattoir LCA a été réalisée de façon concomitante avec celle réalisée pour la station de traitement des eaux usée STE du fait de la connexité des deux activités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LCA
- Le Moulin de Saint-Caradec 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005500481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LCA est une unité d'abattage de volaille autorisée pour 44 000t/an et 216t/j en pointe.

Cette entité est une partie intégrante de la Holding Le Clezio Industrie (LCI) qui compte également une station de traitement (STE - Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec), une société de maintenance (SMAA - Société de Maintenance Agro-alimentaire) et une société de transport, (LCT - Le Clezio Transport).

Cette unité abat des dindes destinées à la découpe vers d'autres sites de transformation.

Les effluents d'abattoir sont traités dans la station de traitement (STE) autorisée pour 600 m<sup>3</sup> d'eaux usées par jour.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des rubriques de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
8	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 et 18.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prétraitement des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
11	Convention de rejet	Autre du 13/07/2011, article 6 et 7	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	Canalisation des eaux usées	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Susceptible de suites	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
13	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
14	Conception de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Etat des stock produits dangereux	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Incident grave - accident	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet
6	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
7	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 et 15.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses anomalies constatées ont déjà été notifiées lors de la précédente inspection du 06 décembre 2023. Ces non-conformités, parfois majeures, auraient dû être prises en considération et faire l'objet d'un plan d'actions correctives de la part de l'exploitant.

Par conséquent l'exploitant de l'abattoir devra notamment :

- se positionner sur le statut des différentes sociétés de la holding LCI. Le périmètre de responsabilité entre l'abattoir et la station de traitement étant imprécis alors que les activités sont connexes;
- déterminer les besoins en eaux d'extinction et le dimensionnement des capacités de rétention de ces eaux;
- apporter des explications quant à la différence de consommation d'eau déclarée pour l'année 2023 et la consommation d'eau du diagnostic SRR
- entretenir son système de prétraitement des eaux résiduelles et justifier du respect de la convention de rejet dans la station d'épuration de STE;
- expliquer les odeurs d'ammoniac constatées aux abords de l'abattoir;
- débarrasser les objets et équipements inutiles stockés sur les abords ;
- déposer un dossier de plan d'action concernant la rénovation du réseau des eaux usées.

La lutte contre l'incendie et la remise en état du réseau des eaux usées feront l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure au préfet des Côtes-d'Armor.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des rubriques de la nomenclature

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Listes des rubriques			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique Nomenclature actuelle	Situation actuelle	Capacité autorisée	Régime actuel
2210	Abattage d'animaux	216 t/jour en pointe 44 000 t/an	A
3641*	Exploitation d'abattoirs		A
2910-A-2	Combustion	4,48 MW	DC
4725-2	Oxygène	17 t	D

4718-2	Gaz inflammable liquéfié	34 t propane (59 m <sup>3</sup> )	D
1435	Station service	490 m3/an	NC
2921	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	2 x 330 kW	D
4130-2-b	Substances et mélanges liquide de toxicité aiguë catégorie 3	4,4 t	D
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1 (chlorure de didécyl diméthyl ammonium)	2 t	D
4802-2-a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou de substance qui appauvrit la couche d'ozone	1000 Kg (HCFC - R22)	DC
4735	Stockage et emploi d'ammoniac	149 kg	NC

Ce tableau des rubriques tient compte des évolutions de la réglementation et de l'information des services d'inspection d'installations nouvelles sur le site.

\*Rubrique IED

#### **Constats : - Rubriques autorisées**

Hormis la suppression des gaz fluorés (Rubrique 4802-2a) déjà signalée, la liste des rubriques de la nomenclature est inchangée.

L'arrêté préfectoral ne mentionne pas la rubrique IED 3641.

#### **- Volumes**

La quantité abattue en 2024 est de 28 670 tonnes. Cette quantité respecte celle fixée dans l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant a déclaré vouloir démarcher de nouveaux clients pour augmenter ce tonnage avec un objectif de près de 800 tonnes/semaine.

#### **- Situation administrative**

Actuellement la société LCA est une composante de la holding LCI (Le Clezio Industrie) comprenant elle-même les autres sociétés suivantes: STE (station de traitement des eaux usées), LCT (transport) et SMAA (maintenance).

Historiquement, la société LCA et la société STE ne formaient qu'une seule entité autorisée par un arrêté préfectoral unique. Le changement d'exploitant n'a jamais été acté pour les deux sociétés dans des arrêtés préfectoraux distincts.

Depuis l'arrêt du traitement des eaux industrielles provenant de la société TDI, **la station exploitée par STE n'est plus visée par la rubrique 2750 de la nomenclature ICPE. De ce fait, la station n'est pas visée par la rubrique IED 3710.**

Cependant, La station est considérée connexe à l'abattoir et son activité est indissociable de l'activité d'abattage. Son fonctionnement est par conséquent réglementé par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 modifié de l'abattoir LE CLEZIO.

<p>- <u>Dossier de réexamen</u> L'exploitant a informé l'inspection qu'il ne disposait pas actuellement des ressources financières nécessaires pour la réalisation du dossier de réexamen. Ce dossier et le rapport de base (ou rapport de non remise) devaient être déposés dans les douze mois suivant la publication des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles pour le secteur « Abattoirs et équarrissage » SA. Soit douze mois à compter du 18 décembre 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- <u>Production</u> Dans le cas d'une augmentation significative des volumes d'abattage, l'exploitant devra démontrer que le prétraitement sera en mesure de respecter les valeurs fixées dans la convention de déversement dans la station de traitement de STE.</p> <p>- <u>Situation administrative</u> L'exploitant devra clarifier la situation administrative et le statut des différentes sociétés. Afin d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation au regard de la nomenclature des ICPE, il est également attendu de la part de l'exploitant une vérification et une actualisation de l'ensemble des rubriques ICPE du site.</p> <p>En l'absence de positionnement de l'exploitant dans un délai de 15 jours, un arrêté préfectoral complémentaire visant à mettre jour les rubriques applicables aux installations de la société de Le LCA - Le Clezio Abattoir sera proposé à la signature de Monsieur le Préfet.</p> <p>- <u>Organigramme</u> L'exploitant devra transmettre un organigramme des sociétés de la holding LCI ainsi qu'une synthèse des responsabilités de chacune.</p> <p>- <u>Dossier de réexamen - rapport de base</u> L'exploitant devra déposer un dossier de réexamen et un rapport de base suivant la publication des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles pour le secteur « Abattoirs et équarrissage » BREF - SA. Une mise en demeure de déposer ces dossiers va être proposée à la signature du Préfet. <i>NB : Le dossier de réexamen de la société LCA devra intégrer le volet traitement des eaux résiduaire de la société STE.</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques concourus à ce titre: Les voies d'accès réservées aux engins des Sapeurs-Pompiers devront être maintenues dégagées en permanence de tout encombrement. Toutes dispositions devront être prises à ce sujet en accord avec la Commission d'Arrondissement de Sécurité en accord avec le chef de C.S.P. de Loudéac. Du matériel de lutte contre l'incendie devra être mis en place dans l'établissement (extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs appropriés et des robinets d'incendie armés). Les installations électriques devront répondre aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.</p>

À moins que ce ne soit déjà fait fournir aux Sapeurs-Pompiers de Loudéac un plan de masse de l'établissement sur lequel figurera :

- les bâtiments avec leur destination;
- les moyens de secours en eau utilisable par les Sapeurs-Pompiers.
- les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés, de façon à fournir simultanément et en permanence un débit de 360 m<sup>3</sup>/heure.

- l'implantation et le nombre des hydrants devront être déterminés avec le concours de l'officier sapeur-pompier préventionniste du secteur de Loudéac avant le début des travaux.

Ce ou ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, devront être répartis à une distance inférieure à :

- 100 mètres de l'établissement pour 120 m<sup>3</sup>/heure
- 200 mètres de l'établissement pour 120 m<sup>3</sup>/heure
- 400 mètres de l'établissement pour 120 m<sup>3</sup>/heure

*\* D'une manière générale, en matière de prévention contre l'incendie, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du Titre III du livre II (2<sup>ème</sup> partie) du Code du Travail.*

En outre :

- les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIH,
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement,
- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans,

- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible.

Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie,

#### **Constats :**

L'établissement dispose d'une réserve de 200 m<sup>3</sup> d'eau.

Selon l'exploitant, Il existe un système d'extinction automatique dans le poste de contrôle de la station de traitement et dans les locaux névralgiques de l'abattoir.

Toutefois, l'établissement ne dispose pas en interne de poteau incendie normalisé ni à proximité du site. Toutefois il existe un poteau incendie public N°21 à proximité du site sur la commune de Trévé

L'établissement n'est pas non plus équipé en détection et alarme incendie.

L'exploitant affirme que les 4 points de pompage avec raccords pompier au bord de la rivière l'OUST permettraient de pomper dans le milieu en cas d'incendie. Ces dispositions ne sont pas validées par le SDIS.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les mêmes constatations ont déjà été formulées lors de la précédente inspection du 06/12/2023, suite à laquelle l'exploitant n'avait pas apporté de réponse à la demande de l'inspection.

L'exploitant avance le fait qu'il dispose d'une réserve en eau suffisante par le pompage de l'eau de la rivière à travers les cannes d'aspiration déjà présentes.

Cette hypothèse devra être démontrée par un rapport d'étude dans lequel figurera :

- le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (calcul du D9) ;
- l'avis du SDIS sur les conditions d'accès aux aires d'aspiration et les possibilités techniques de pompage ;
- la quantité d'eau disponible en période d'étiage.

Ce rapport d'étude est en lien avec celui demandé pour les capacités de rétention des eaux d'extinction (cf.fiche de constat n°3).

Une réflexion pourra être menée avec la société TDI, située à proximité de l'abattoir LCA pour mutualiser les moyens de lutte et de protection contre l'incendie.
Le plan des zones à risque (stockages des substances dangereuses, gaz etc..) devra être mis à jour
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé le fait que le site de LCA n'était pas équipé de dispositif permettant d'isoler les eaux polluées en cas d'incendie (bassin de rétention ou possibilité d'obturation des réseaux). En effet, en cas d'incendie les eaux d'extinctions aux abords des bâtiments seront dirigées vers le réseau des eaux pluviales dont les exutoires ne sont pas équipés d'obturateur. Ces observations avaient déjà été signalées lors de la précédente inspection réalisée le 06/12/2023 et restées sans réponse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir une étude d'évaluation des capacités de confinement et le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction. Cette étude (calcul D9A) sera suivie de la mise en place d'un dispositif de rétention des eaux, soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• par la construction d'ouvrage de rétention de type bassin,</li> <li>• par la justification des capacités du site à contenir les eaux d'extinction à partir du profil altimétrique du terrain, la mise en place d'un dispositif d'endiguement si nécessaire et de systèmes d'obturation à distance des réseaux des eaux pluviales.</li> </ul> <p>PS: Ce rapport d'étude est en lien avec celui des besoins en eaux d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Incident - accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites accident toiture
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées</p>



pour éviter son renouvellement
<b>Constats :</b> Le 25 octobre 2024, la toiture du quai d'arrivée des volailles vivantes s'est effondrée sous le poids d'une pluie abondante qui a duré plusieurs heures. L'eau de pluie s'est accumulée en toiture et provoquée la rupture d'un des poteaux métalliques qui soutenait l'édifice. Des mesures ont été prises par l'exploitant pour sécuriser la zone. Les débris ont ensuite été retirés. Selon l'exploitant ces derniers ne contenaient pas d'amiante. L'exploitant souhaite reconstruire la couverture du quai qui prendra en compte la réglementation en matière de bien-être animal avec la fermeture intégrale du quai et la mise en place de climatiseurs et de brumisateurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La reconstruction du quai devra faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance (dispositions constructives, gestion des eaux de pluie, intégration paysagère, distance d'implantation....).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis 2 tableaux de suivi des équipements sous pression : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ESP de l'installation frigorifique fonctionnant à l'ammoniac</li> <li>• Les ESP du local compresseur (air comprimé), les ESP du local sang et les ESP de la chaudière.</li> </ul> Soit un total de 37 équipements sous pression. Les tableaux comportent l'ensemble des éléments exigés dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017: Nom et adresse du fabricant, numéro de série, nature de l'ESP, année de fabrication, pression maxi, volume, fréquence de l'inspection périodique et de la requalification périodique, date de la dernière et de la prochaine inspection périodique (IP), date de la dernière et de la prochaine requalification périodique (RP)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Caractéristiques des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Parmi les 37 ESP, 4 équipements ont fait l'objet d'une vérification par sondage dans la salle des machines ammoniac.

L'inspection consistait à vérifier la présence des équipements, les mentions obligatoires reportées sur les plaques des constructeurs et la présence du poinçon "tête de cheval" de la requalification périodique.

Équipement	Séparateur Huile Compresseur 1 ESP1 : SABROE OVUR 4107	Séparateur Huile Compresseur 4 ESP4: FMF OHUR 5014	Condenseur à plaque ESP6 : Alfa Laval	Réservoir d'huile de la bouteille BP ESP9 : LCB
Nom et adresse	Sabroe1 15413 Danemark	Oui	Alfa Laval Pas d'adresse	Clauger adresse : oui
Année de fabrication	Surimpression= illisible	2021	2021	2000
Identification de la série ou du lot, et le numéro de fabrication	4241 281 15 A	51470		15676
La pression PS et les températures TS min/max ;	26 bars 120 °c	28 bars 170°c	25 bars	20 bars 60 °c
La pression du test de l'examen final	52 bars	56 bars		40
Le volume	70	291	110	60
Poinçon Tête de cheval	Oui	Nouvel équipement = 2021	Non concerné	Oui

L'ensemble des mentions obligatoires est présente sur les plaques des constructeurs. Les poinçons "tête de cheval" sont présents en cas de requalification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 et 15.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi

que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.

Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire.

Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le dernier compte rendu d'inspection périodique réalisé le 26 janvier 2024

- Référence du rapport :

Inspection réalisée par : CLAUGER

Copie de l'attestation de stage et d'habilitation de la personne ayant réalisé le contrôle. Une première formation en novembre 2021 suivie de 2 prolongations en 2022 et 2023.

- la référence du plan d'inspection en vigueur : Oui PI/1/001

- la synthèse des contrôles éventuels: Oui

- la référence des rapports de ces contrôles: Oui

Le compte rendu ne comporte pas d'incohérences. Les caractéristiques de l'ESP (PS, fluide, ...) sont notifiées et les accessoires de sécurité sont en adéquation avec les équipements.

- Vérification des échéances

La périodicité maximale selon l'AM 20/11/2017 et le Plan d'Inspection est respectée.

Date d'échéance du prochain contrôle au vu du dernier contrôle est respectée.

Les comptes rendus sont datés et signés par la personne ayant réalisé l'inspection périodique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 et 18.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

##### **Prescription contrôlée :**

- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

- L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure

d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans.

Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

#### Constats :

L'exploitant devra transmettre les rapports de requalifications périodiques qui étaient prévues le 29 avril 2025 des équipements de l'installation frigorifique suivants :

Nom usuel	N° d'identification interne	Constructeur ou fabricant	N° de fabrication
R: Séparateur d'huile Compresseur 1	ESP 01	SABROE type OVUR 4107	15413
R: Séparateur d'huile Compresseur 2	ESP 02	SABROE type OVUR 4107	15620
R: Séparateur d'huile Compresseur 3	ESP 03	SABROE type OVUR 4107	15621
R:Bouteille BP Horizontale	ESP 07	LCB	15675
R : Réservoir d'huile de la Bouteille BP	ESP 09	LCB	15676

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les rapports de requalification des équipements listés dans le tableau ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Prélèvement et consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Forage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'eau utilisée au contact des denrées alimentaires devra répondre aux dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine. L'eau du forage est utilisée pour l'ensemble des activités. Le débit maximal de prélèvement est de 40 m<sup>3</sup>/h, modification et en particulier toute extension du forage sera signalée au Préfet par une demande d'autorisation. Les prélèvements ne doivent pas provoquer l'assèchement des puits et forages voisins.

Tout rejet dans le forage est interdit.

L'abandon provisoire ou définitif du forage doit faire l'objet d'une information du service chargé des installations classées, mentionnant les protections mises en place : comblement par matériaux imperméables et inertes, terminés dans sa partie supérieure par un bouchon de ciment de plus de 2 mètres d'épaisseur.

#### **Constats :**

##### **- Consommation**

L'exploitant a déclaré lors de l'inspection que sa consommation d'eau était de 94 410 m<sup>3</sup> en 2023 et 133 330 m<sup>3</sup> en 2024.

On peut noter que la consommation déclarée pour l'année 2023 diffère de la consommation présentée dans le bilan hydraulique du diagnostic de fonctionnement du dispositif SRR. À savoir :

- En 2023: 119 504 m<sup>3</sup> (EV+ ER) pour un volume d'abattage de 20 459 tonnes soit un ratio de 5.8 litres/kg de poids carcasse.

- En 2024: 132 743 m<sup>3</sup> (EV+ ER) pour un volume d'abattage de 28 670 tonnes soit un ratio de 4.6 litres/kg de poids carcasse.

Quels que soient les volumes de consommation retenus (déclaration ou SSR), les ratios consommation d'eau par volume d'abattage sont corrects et dans la moyenne des niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets aqueux de la décision européenne établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour ce type de production.

Il conviendra néanmoins de s'assurer de la cohérence de ces données.

En effet, post-inspection la déclaration GEREPE transmise par l'exploitant indique un volume de prélèvement en eau potable (AEP) de 106 450 m<sup>3</sup> pour l'année 2024.

##### **- Prélèvements**

Le forage n'est plus utilisé depuis plusieurs années et l'exploitant ne souhaite pas réaliser de travaux de réhabilitation.

Ce forage aurait dû être comblé comme cela avait été demandé en 2023.

##### **- Fuite d'eau (citerne de transport)**

Il a été constaté une fuite d'eau dans le local près de l'ancienne citerne de transport servant de réserve d'eau.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'abandon du forage doit faire l'objet d'une information du service chargé des installations classées, mentionnant les protections mises en place.

Le forage devra ainsi être comblé par une entreprise spécialisée dans les conditions prévues dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 (articles 11 à 13) et selon la norme NF X10-99 d'août 2014.

La fuite d'eau du local près de la citerne de transport devra être colmatée.

L'exploitant devra apporter des explications quant à la différence de consommation d'eau déclarée pour l'année 2023 et la consommation d'eau enregistrée en page 6 du diagnostic de fonctionnement du dispositif SRR de l'année 2023.

Des justificatifs (factures d'eau, abonnements...) étayeront ces explications.

De même les incohérences des données de consommations entre les déclarations de l'exploitant

et celles enregistrées dans GEREPEP devront être justifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Prétraitement des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.1														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement														
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les eaux résiduaires de l'établissement et de la société T D.1. subiront avant déversement dans la station d'épuration biologique un prétraitement. Un dispositif composé d'un dégrilleur, d'un tamisage et d'un dégraisseur sera installé. Les déchets de prétraitement seront collectés dans des récipients étanches sur une aire bétonnée qui comprendra un réseau de collecte des liquides d'égouttage, avec une évacuation régulière des déchets. Ensuite, les eaux résiduaires transitent par un bassin tampon et un étage physico-chimique pour 85 % des volumes avant de rejoindre l'étage biologique.														
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le dégrilleur subissait des réparations des entrefers. Les abords du dégrilleur présentaient des traces d'égouttures et la présence d'une flaque d'eau stagnante d'aspect grasseeux près d'une zone découlement située à proximité de la rivière. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la provenance de cette eau stagnante.														
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Selon la convention de rejet du 17 juillet 2018 la société STE s'engage à traiter sur sa station d'épuration les effluents liquides de LCA débarrassés de toute matière pouvant entraver le bon fonctionnement de la station. L'abattoir doit donc à minima assurer la partie dégrillage du prétraitement et respecter les valeurs limites d'émission suivantes fixées dans la convention de rejet:														
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Volume en m3/j</th><th>MES</th><th>DBO5</th><th>DCO</th><th>NK</th><th>Ptotal</th></tr><tr><td>Flux journalier</td><td>600</td><td>860</td><td>900</td><td>3000</td><td>150</td><td>29</td></tr></table>	Paramètres	Volume en m3/j	MES	DBO5	DCO	NK	Ptotal	Flux journalier	600	860	900	3000	150	29
Paramètres	Volume en m3/j	MES	DBO5	DCO	NK	Ptotal								
Flux journalier	600	860	900	3000	150	29								
Les autocontrôles (comptage + prélèvement + analyses) sur les rejets de LCA sont pris en charge par STE et devront être effectifs. Le dégrilleur et ses abords doivent être correctement entretenus.														
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites														
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective														
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois														

#### N° 11 : Convention de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/07/2011, article 6 et 7 - article 26 de l'arrêté ministériel du 30/0/2004
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flux polluant maxi et autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents de LCA vers STE présenteront les caractéristiques maximales suivantes</p>

Paramètres	Volume m3	MES	DBO5	DCO	NK	Ptotal
Flux Maxi Kg/j	600	860	900	3000	150	29

Les analyses sont effectuées sur l'échantillon moyen prélevé sur une durée de 24h, sur les paramètres et aux fréquences suivants:

Les autocontrôles (comptage + prélèvement + analyses) sur les rejets de LCA sont pris en charge par STE. Ils sont effectués avec les installations d'auto-surveillance en place en entrée station: débitmètre électromagnétique et préleveur disposés en amont du BT et en aval du dégrilleur et dégraisseur. Les analyses sont effectuées sur l'échantillon moyen prélevé sur une durée de 24 heures, sur les paramètres et aux fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence d'analyse
Volume	En continu
DCO	Quotidienne
MES, DBO5, NK et Ptotal	Mensuelle

Les résultats d'analyses sont régulièrement communiqués à LCA sous forme de tableau d'autosurveillance accompagnés des bordereaux d'analyses correspondant.

#### Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'autosurveillance des eaux résiduaires en sortie d'abattoir/entrée station comme le prévoit la convention de rejet signée entre LCA et STE.

De plus le périmètre entre les deux entités concernant la responsabilité de chacun en matière de prétraitement, est flou.

En effet, l'article 26 de l'arrêté du 30 avril 2004 prévoit que:

*"L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage".*

Or, dans l'article 5 de la convention de rejet les obligations en matière de prétraitement de LCA vis-à-vis de STE ne sont pas clairement définies :

*"Avant de rejoindre la station, les effluents de LCA doivent être débarrassés de toute matière pouvant entraver le bon fonctionnement, la bonne conservation des ouvrages de la station d'épuration et la valorisation des boues de STE en agriculture".*

En l'absence d'un périmètre clairement défini, l'inspection n'est pas en mesure ce jour d'apprécier la conformité du prétraitement défini dans l'article 26 de l'arrêté du 30 avril 2004.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un premier temps l'exploitant devra établir le périmètre précis des étapes du prétraitement incombant à chacune des sociétés:

- soit par la révision de la convention de rejet en matière de prétraitement;
- soit par la refonte des sociétés LCA et STE en une seule et unique entité qui sera responsable du prétraitement et du traitement des eaux usées de l'abattoir.

Cette situation établie, l'exploitant devra être en mesure de présenter les autocontrôles des eaux pré-traitées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 12 : Canalisation des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des canalisations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>On entend par effluents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ;</li><li>- les eaux vannes (sanitaires).</li></ul> <p>Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un diagnostic des réseaux de l'abattoir (eaux usées et eaux pluviales) avec passage de caméra dans les canalisations a été réalisé en février 2020. Ce diagnostic a permis d'établir une liste de non-conformités identifiées selon leur gravité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Gravité 1 : Indication de positionnement ou défaut constaté pouvant engendrer un dysfonctionnement du réseau à long terme.</li><li>• Gravité 2 : Défauts constatés pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur le bon fonctionnement du réseau à court terme.</li></ul> <p>Au regard de cette liste il apparaît que de nombreux points de contrôle présentaient une gravité de type 2, c'est-à-dire nécessitant une mise en conformité dans de brefs délais.</p> <p><u>Exemples de gravité de type 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fissure ouverte</li><li>- Rupture / Effondrement</li><li>- Raccordement défectueux</li><li>- Déplacement d'assemblage</li><li>- Branchement pénétrant etc...</li></ul> <p>À ce jour, un entretien régulier des canalisations (curage et débouchage par la société Triskell) est mis en place.</p> <p>Toutefois les travaux demandés lors de notre inspection en 2023, afin de remédier aux anomalies de gravité de type 2 n'ont toujours pas été réalisés. L'étanchéité des réseaux entre eux n'est donc pas assurée.</p> <p>De plus le plan des réseaux des eaux usées et des eaux pluviales montrent que le point de rejet eaux usées (EU 60 du plan ITV) est raccordé sur une section qui se jette sur une descente d'eaux pluviales de toiture (EP3 du plan ITV).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Le simple curage et nettoyage des réseaux ne suffisent pas à justifier de l'intégrité des canalisations et de leur bon fonctionnement.</p> <p>L'ITV montre que les canalisations ont subi de graves dégradations pouvant aller jusqu'à l'effondrement des ouvrages.</p> <p>L'inspection va proposer à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de présenter dans un délai de 6 mois un plan d'action des travaux à réaliser et de mettre en oeuvre la réparation de s réseaux sur les points de gravité importants mentionnés dans le diagnostic susvisé.</p>



L'exploitant devra également s'assurer que le point EU 60 n'est pas raccordé au réseau des eaux pluviales. Si tel est le cas, il devra être raccordé au réseau des eaux usées. Enfin un schéma des réseaux eaux usée et eaux pluviales devra être adressé à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 13 : Surveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/12/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Après passage dans un séparateur d'hydrocarbures, les eaux pluviales sont rejetées dans l'Oust, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. pH compris entre 6,5 et 8,5</li> <li>. Hydrocarbures totaux 10 mg/l</li> <li>. DCO 125 mg/l</li> <li>. MES 35 mg/l</li> </ul> <p>Un système d'obturation des réseaux d'eaux pluviales sera installé pour le 31 mars 2000, il permettra d'éviter le rejet direct dans l'Oust des eaux polluées (incendie, accident, etc....).</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les analyses sur les eaux pluviales. En 2023 , l'inspection avait demandé d'effectuer une analyse annuelle. En 2023, l'exploitant avait affirmé que les rejets des eaux pluviales dans le milieu se faisait à travers un séparateur/débourbeur. Lors de cette dernière inspection l'exploitant a indiqué qu'il n'était pas certain que le réseau des eaux pluviales soit équipé de débourbeur/séparateur hydrocarbures.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection attend de l'exploitant qu'il fournisse les derniers résultats d'analyses sur les eaux pluviales et qu'il remette en œuvre chaque année ces analyses. L'exploitant devra justifier de la présence ou non d'un débourbeur/déshuileur et en cas d'absence de mettre en place ce dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Conception de la TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 2.5.2 et 3 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception de la TAR - surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/12/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- <u>Article 2.5.2. Conception</u> (Arrêté du 23 juillet 2021, article 1er 5° a et b) :</p> <p>a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.</p> <p>Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien, et de leur résistance aux actions corrosives des produits de d'entretien et de traitement.</p> <p>L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.</p> <p>La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour. [...]</p> <p>- <u>Article 3 (e) - Surveillance de l'installation</u> [...]</p> <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie basse de l'échelle à crinoline a été cadenassée pour interdire l'accès au premier étage aux personnes non autorisées.</p> <p>Une mise à jour de l'analyse méthodique des risques de la TAR a été effectuée le 8 février 2024 par la société ODYSSEE.</p> <p>- <u>Transmission des résultats</u>: Point non-conforme:</p> <p>6 résultats autocontrôles légionelles n'ont pas été déclarés dans les temps en 2024 dans l'application GIDAF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les autocontrôles légionelles devront être déclarés dans les temps soit un délai d'un mois entre la prise prélèvement et la transmission résultat.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 15 : État des stocks produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks produits dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme en charge du contrôle périodique.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de nombreux IBC (1000 l) stockés dans différents endroits de l'abattoir.</p>

<p>De plus il a été ressenti des odeurs d'ammoniac (NH3) dans des endroits éloignés de la salle des machines et des circuits de distributions de l'alcali.</p> <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection un état des stocks d'ammoniac et d'alcali.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 90 kg d'ammoniac en bouteille</li> <li>- 2400 litres d'alcali en IBC</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra justifier de l'odeur d'ammoniac en dehors de la salle des machines et des installations frigorifiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 16 : Entretien des abords

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matériels abandonnés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence autour de l'abattoir et de la station de traitement des eaux usées de matériels divers désaffectés. L'exploitant n'a pas été en mesure de déterminer si ces matériels concernaient l'abattoir ou la station de traitement.</p> <p>La présence de tous ces équipements ne permet pas de garantir le bon état d'entretien des abords et la lutte contre les nuisibles du site.</p> <p>De plus, un certain nombre de tracteurs routiers avec semi-remorques anciens et non utilisés étaient également présents sur le site.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier s'il s'agissait de véhicules hors d'usage (VHU) qui sont considérés par le code de l'environnement comme des déchets dangereux tant qu'ils n'ont pas subi une dépollution complète et rigoureuse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra se débarrasser des encombrants et transmettre des justificatifs à l'inspection de ces actions (photos, factures, bons d'enlèvement...) en lien avec chaque activité (abattoir, station, transport).</p> <p>L'exploitant devra justifier du devenir des vieux tracteurs routiers (vente, destruction filière VHU...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>